



VOL. III.—No. 18.

MONTREAL, JEUDI, 2 MAI, 1872.

ABONNEMENT, \$3 00.
PAR NUMERO, 7 CENTIMS.

A TRAVERS LE TIMES.

Manchester a été, le 3 avril, le théâtre d'une grande démonstration en faveur du parti conservateur. Une énergique résolution y a été adoptée promettant appui au chef du parti, le très honorable B. Disraëli, et fidélité aux principes qui sont la garantie et le boulevard de la grandeur de l'Angleterre tant à l'intérieur que dans ses relations coloniales et étrangères. Ce sont là les termes mêmes de la résolution, que Disraëli s'est chargé d'expliquer dans un discours qui restera comme chef-d'œuvre de style, où la hauteur de vues et l'ampleur des idées le disputent à la nouveauté et à la hardiesse des aperçus. On lit rarement une aussi belle leçon d'économie sociale et d'histoire politique et constitutionnelle. C'est le meilleur résumé et la plus claire exposition de la constitution anglaise qu'on ait jamais lue. Le grand homme d'état étudie le rôle que jouent dans les institutions du pays le Souverain, les Lords et les Communes.

Disraëli ne serait nullement prêt à accepter le brocard qui a cours depuis quelques années sur les attributions d'un souverain constitutionnel: "le roi règne et ne gouverne pas." Il veut, au contraire, que l'influence personnelle du roi se fasse sentir et intervienne efficacement pour éviter ou amoindrir les chocs des grands corps de l'Etat. Quelles que soient, dit-il, les violences des partis, quelle que soit l'ardeur des luttes de faction, quelles que soient l'excitation et l'exaltation de l'esprit public, il y a toujours eu dans ce pays, pour toutes les classes et tous les partis, un point de ralliement commun, un drapeau dont les plis pouvaient protéger tout le monde, parce qu'il représente la majesté de la loi, l'administration de la justice, la garantie des droits de chacun et la source des honneurs. Je crois impossible le gouvernement parlementaire sans partis. Je considère le gouvernement parlementaire comme la plus noble forme de gouvernement, et, à coup sûr, celle qui est le mieux adaptée à l'Angleterre. Mais sans la discipline des liens politiques, animée et tempérée par l'honneur privé, je suis persuadé qu'une assemblée populaire s'abîmerait sous le pouvoir ou la corruption d'un ministre. Néanmoins, je ne me dissimule pas les inconvénients d'un gouvernement de parti. Il a un grand défaut. L'esprit de parti tend à fausser, à vicier l'intelligence, et il n'y a pas de ministre, quelque décidé qu'il soit, qui puisse, même en traitant des questions d'un grand intérêt public, se soustraire complètement aux préjugés traditionnels dont il a longtemps vécu. C'est donc un grand avantage dans notre Constitution qu'un ministre soit tenu, avant d'introduire une mesure dans le Parlement, de la soumettre à une intelligence qui plane au-dessus de la sphère des partis et qui est complètement libre des influences de ce genre.

Il combat ensuite vigoureusement la thèse de ceux qui veulent effacer l'action personnelle du souverain dans le régime de la monarchie parlementaire. Ses raisons, tirées de l'histoire et de la philosophie du bon sens, paraissent très fortes.

Sir Charles Dilke, baronet républicain et radical, a, dans de récents discours, attaqué vivement la royauté comme institution coûtant trop cher. Disraëli, dans ce discours, dont nous n'analysons que quelques parties, ré-

pond à cette objection d'une manière extrêmement habile.

Je ne comparerai pas, dit-il, notre Liste Civile avec celles des Empires de l'Europe, qui, comme on le sait, sont beaucoup plus élevées, même du triple et du quadruple. Mais je la comparerai avec le coût de la souveraineté dans une république; et je choisirai une république que vous connaissez bien, la république des Etats-Unis d'Amérique. Il n'y a pas d'analogie entre la position de notre souveraine, la reine Victoria, et celle du président des Etats-Unis. Le président des Etats-Unis n'est pas le souverain des Etats-Unis. Il y a plutôt analogie très-rapprochée entre la position du président des Etats-Unis et celle du premier ministre de l'Angleterre, et tous deux sont payés à peu près sur le même pied—le traitement d'un homme de profession de deuxième ordre. Le souverain des Etats-Unis est le peuple, et je vais maintenant vous montrer ce que coûte la souveraineté aux Etats-Unis. Il y a 37 Etats indépendants, ayant chacun sa législature souveraine. Il y a, en outre, une confédération des Etats pour conduire les affaires extérieures, et composée d'une Chambre de représentants et d'un Sénat. La Chambre des représentants compte 285 membres et le Sénat 74, faisant en tout 359 membres du Congrès. Chaque membre du Congrès reçoit mille louis sterling par année. Il faut ajouter à cela trente mille louis sterling par année pour frais de route, ce qui fait £389,000 (sterling), presque exactement le montant de notre liste civile.

Mais tout cela ne donne qu'une idée fort incomplète du coût de la souveraineté aux Etats-Unis. Tous les membres des Législatures locales des 37 Etats sont aussi payés. Il y a, je crois, 5,010 membres de ces parlements d'Etat, qui reçoivent chacun à peu près \$350 par année, à part les frais de route, que je n'estime pas. 5,010 membres à \$350 chacun, coûtent donc \$1,753,500, ou £350,700 sterling. Et Disraëli affirme à son auditoire que, s'il en avait le temps, il pourrait encore pousser plus loin la comparaison et montrer une différence encore plus grande en faveur de l'Angleterre.

Le chef des conservateurs, qui s'adresse à un auditoire bienveillant et gagné d'avance, ne peut quitter ce sujet sans toucher à un autre item du coût comparatif de la monarchie anglaise et de la république américaine. Il s'agit des commissions royales, dont le gouvernement se sert considérablement pour la plus rapide expédition de certaines affaires importantes et spéciales. L'augmentation des affaires est telle qu'il serait probablement impossible à un ministre d'y faire honneur sans cette assistance des commissions royales. La reine d'Angleterre peut commander pour ces objets les hommes d'état les plus expérimentés et les citoyens les mieux posés dans la société. Elle peut, s'il est nécessaire, leur adjoindre des savants, des hommes les plus célèbres dans les sciences et dans les arts: et elle reçoit d'eux des services toujours gratuits. Ils ne sont que trop fiers, trop heureux d'être désignés dans la commission comme "conseillers de confiance" (*trusty councillors*) de Sa Majesté; et si un membre de ces commissions rend quelques services transcendants, il en est magnifiquement récompensé par une distinction publique à lui conférée par la source des honneurs, *Fountain of Honour*.

Dans les Etats-Unis, le gouvernement se sert égale-

ment de ces commissions; mais comme il n'y a pas dans ce pays de Source des Honneurs; comme l'on n'y décerne ni titres ni distinctions honorifiques, tous les services obtenus de ces commissions sont payés.

Il a été bien bon prince, Disraëli, de ne pas porter son parallèle sur un autre théâtre. S'il eût fait le calcul des millions que les *ring*, les cliques, les *politiciens*, les employés publics détournent ou volent dans une seule année, il serait arrivé à un chiffre fabuleux et suffisant pour subvenir aux frais de la monarchie anglaise pendant dix ans.

Son attaque de l'administration de Gladstone a été forte et sarcastique.

Elle a ému le parti libéral et son organe le *Times*, qui essaie d'en détruire l'effet dans un article serré et mordant. Le comte Derby accompagnait Disraëli et a aussi prononcé un discours, mais fort court et dont la partie la plus remarquable est celle où il accepte Disraëli comme chef des Conservateurs en le comblant d'éloges. La chose a fait sensation et déconcerté les partisans du Cabinet Gladstone: on espérait une rupture entre les deux illustres Conservateurs. Les grandes aptitudes de Derby le faisaient désigner comme chef et l'indépendance de ses allures avait donné lieu de croire qu'il ne partageait pas toutes les vues de Disraëli. De là à supposer qu'il ambitionnerait de supplanter son ancien chef, il n'y avait qu'un pas. Le nouveau caractère qu'ont assumé leurs relations dans la grande démonstration de Manchester a désappointé leurs adversaires tout en donnant plus de force et d'unité d'action au parti Conservateur.

Nouveau chapitre des variations du *Times*. Il a, à propos de la nomination de Lord Dufferin comme gouverneur général du Canada en remplacement de Lord Lisgar, un article magnifique et tout à fait sympathique à la plus importante colonie anglaise, après les Indes. Ce Lord Dufferin est un homme bien remarquable et tout à fait accompli. Cela prouve le cas que l'Angleterre fait de nous; elle nous aime et elle nous chérit, puisqu'elle nous envoie comme gouverneur un de ses grands hommes. Le *Times* nous trouverait bien ingrats, si nous ne remercions pas à genoux une mère-patrie qui fait pour nous de pareils sacrifices—nous envoyer un de ses hommes d'état en disponibilité que nous paierons grassement.

Notre futur gouverneur-général aura, toujours d'après le *Times* une importante mission à remplir: il lui faudra désabuser ceux qui croient, comme M. Howe, que l'Angleterre veut oublier ses obligations et devoirs de mère-patrie et qu'elle a, dans le Traité de Washington, sacrifié les intérêts coloniaux aux intérêts impériaux. Le *Times* n'entend pas même qu'on soupçonne l'Angleterre de tiédeur et il donne à entendre qu'elle est bien décidée à nous garder éternellement. Là-dessus, tout notre malaise devrait cesser. Il n'a pas même l'air de penser que ce sont surtout ses déclarations quelquefois hostiles qui ont été en partie la cause de nos appréhensions. C'est un revirement complet, sans doute inspiré ou imposé par la force de l'opinion anglaise qui réagit considérablement contre les tendances quelque peu *séparatistes* du gouver-